

Conférence de presse « Protection phytosanitaire » du 12 juillet 2018

## Pourquoi nos plantes ont besoin d'être protégées

*Exposé de Martin Rufer, responsable du département Production, marchés et écologie, USP  
(le discours prononcé fait foi)*

Actuellement, tout le monde a les yeux rivés sur les produits phytosanitaires, leur nécessité, leurs conséquences néfastes et les autres solutions, ainsi que sur les initiatives populaires « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». Dans ce domaine règnent de nombreuses incertitudes et un sérieux manque d'informations, ce qui donne parfois lieu à des affirmations sciemment erronées. Par exemple, d'aucuns affirment que l'agriculture suisse emploie plus de produits phytosanitaires que celle des pays voisins. Or, cette affirmation a été officiellement réfutée. Par ailleurs, les produits biologiques utilisés en Suisse sont aussi pris en compte dans les statistiques, ce qui n'est pas le cas à l'étranger. Il se trouve que les quantités utilisées de ces produits sont souvent bien plus élevées que celles des substances synthétiques. Les produits phytosanitaires d'origine naturelle représentent environ un tiers du volume total utilisé en Suisse. C'est pourquoi une discussion en termes de quantité ne sert pratiquement à rien. La protection phytosanitaire est un thème complexe. Il n'est pas facile de tenir compte de l'influence de tous ses aspects et de répondre à toutes les exigences. Dans le nouveau magazine Zoom « Pourquoi nos plantes ont besoin d'être protégées », nous avons tenté d'exposer le sujet de la manière la plus large qui soit et d'esquisser nos suggestions pour les améliorations à venir.

Les agriculteurs ont tout intérêt à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et, partant, les conséquences néfastes de ces produits sur l'environnement. Dans cette optique, ils prennent de nombreuses mesures. Nos hôtes vous en diront plus tout à l'heure. Cependant, les consommateurs acceptent difficilement une qualité moindre, et ce aussi bien dans les grandes surfaces que dans les ventes à la ferme. À l'inverse, ils ne veulent pas comprendre que l'utilisation de produits phytosanitaires est inévitable si nous voulons leur offrir la qualité qu'ils exigent. Une contradiction apparaît également au moment de l'achat : bien qu'il ne fasse aucun doute que de nombreuses personnes préfèrent théoriquement les aliments exempts de produits phytosanitaires synthétiques, la part du bio ne représente que 9 % de l'ensemble des alimentés achetés. Pourquoi bonté divine les gens n'achètent-ils pas plus bio ? Après tout, l'offre suit automatiquement la demande.

Cependant, il faut savoir que même la production bio n'est pas possible sans protection phytosanitaire. Ce sont simplement d'autres produits qui sont utilisés, et les adventices sont soit binées, soit arrachées à la main. Les deux méthodes sont assez pénibles, ce qui fait grimper les coûts. Sans protection phytosanitaire, nos rendements seraient inférieurs de 20 à 40 % en moyenne à ceux réalisés aujourd'hui. La météo peu clémente de bien des années nous ferait même subir des pertes totales. De plus, il y aurait davantage de pertes après la récolte, car la capacité de conservation des aliments serait bien moindre ou que le développement d'enzymes fongiques les rendraient impropres à la consommation. Nous devrions importer tout ce que nous ne pourrions produire plus qu'en faibles quantités. Les résultats des analyses effectuées par les chimistes cantonaux indiquent que les aliments que nous importons contiennent plus de résidus. Ce n'est pas une surprise, étant donné que l'utilisation des produits phytosanitaires est soumise à nettement moins de conditions à l'étranger que chez nous. En Suisse, trois offices fédéraux doivent donner leur aval pour qu'un produit soit autorisé. En outre, il existe pour chaque produit des dispositions qui prévoient sur quelle culture, à quel stade de croissance des plantes, dans le cadre de quelle maladie, en quelle quantité et parfois même à quel moment de la journée il peut être utilisé. Qui plus est, il convient de respecter certaines distances entre les cultures et les eaux de surface, de même que des délais d'attente minimaux avant de vendre les aliments.

Par ailleurs, la Confédération verse des paiements directs pour soutenir l'agriculture biologique et la production extensive. Ce mode de production s'est déjà bien établi dans la culture des céréales. Dans ce cadre, les agriculteurs renoncent aux produits d'extermination comme les herbicides, les fongicides et les insecticides.

Mais nous ne faisons pas mine d'ignorer les problèmes. Quoiqu'en disent les auteurs de l'initiative pour une eau potable propre, ces problèmes ne touchent pas l'eau potable en premier lieu. Comme le confirme la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux, notre eau est d'une qualité irréprochable. La valeur limite de 0,0000001 g de résidus peut être constatée dans 98 % des stations de mesure des eaux souterraines. Cependant, il y a un besoin d'agir dans les petites et moyennes eaux de surface, notamment sur le Plateau, où les terres sont utilisées de manière intensive. Tout à l'heure, pendant la présentation du projet bernois de protection des plantes, vous aurez l'occasion d'entendre les différentes mesures mises en œuvre pour réaliser les améliorations. L'agriculture joue un rôle parmi tant d'autres dans le problème, mais elle compte bien décrocher le rôle principal dans le développement de la solution.